

LOI N° 2007-22 DU 07 SEPTEMBRE 2007

Portant loi de finances rectificative pour
la gestion 2007.

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance du 06 septembre 2007,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

PREMIERE PARTIE

CONDITIONS GENERALES DE L' EQUILIBRE FINANCIER

TITRE I

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

Article 1^{er} : Sous réserve des dispositions de la présente loi, continueront d'être opérées, pendant l'année 2007, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur :

1. La perception des impôts, taxes, rémunérations des services rendus par l'Etat, produits et revenus affectés à l'Etat ;
2. La perception des impôts, taxes, produits et revenus affectés aux collectivités locales, aux établissements publics et organismes divers dûment habilités.

En ce qui concerne les impôts sur revenus, sauf précision contraire contenue dans le texte des mesures fiscales énoncées, les dispositions de la présente loi s'appliquent aux revenus de l'exercice clos au 31 décembre 2006.

Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles qui sont autorisées par les lois et décrets en vigueur et par la présente loi, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, ne sont pas autorisées, sous peine de poursuite, contre les fonctionnaires et agents qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en assureraient le recouvrement, comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition pendant trois (03) années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

Sont également punissables des peines prévues à l'encontre des concussionnaires, tous détenteurs de l'Autorité Publique qui, sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation de la loi, accordé toute exonération ou franchise de droit, impôt ou taxe publique

ou auront effectué gratuitement la délivrance de produits des établissements de l'Etat.

Ces dispositions sont applicables aux personnels d'autorité des entreprises nationales qui auront effectué gratuitement sans autorisation légale ou réglementaire, la délivrance des produits ou services de ces entreprises.

Articles 2 : Les ressources de la présente loi portant loi de finances rectificative pour la gestion 2007 sont réévaluées à huit cent soixante treize mille trois cent quatre vingt quatre (873 384) millions de francs CFA et comprennent :

A- Les ressources intérieures : 556 668 millions de francs CFA

- recettes des administrations financières 470 700 millions de francs CFA

* douanes239 600 millions de francs CFA

* impôts211 300 millions de francs CFA

* trésor 19 800 millions de francs CFA

- budget d'investissements de l'administration centrale

(collectivités locales, Entreprises Publiques).....773 millions de francs CFA

- budgets annexes : budget du fonds national de retraites

du Bénin (FNRB) 15 009 millions de francs CFA

- budget de la caisse autonome

d'amortissement (CAA) 6 000 millions de francs CFA

- budget du fonds routier 2 626 millions de francs CFA

- comptes spéciaux du Trésor 61 560 millions de francs CFA

B- Les ressources extérieures : 228 293 millions de francs CFA

* dons Projets 67 333 millions de francs CFA

* prêts Projets 58 400 millions de francs CFA

* allègement de la dette..... 22 000 millions de francs CFA

* aides budgétaires80 560 millions de francs CFA

C- Les Ressources exceptionnelles de Trésorerie : 88 423 millions de francs CFA

* recettes GSM 40 000 millions de francs CFA

* redevances escortes 16 324 millions de francs CFA

* économie sur faible exécution budgétaire 11 676 millions de francs CFA

* emprunts obligataires 20 423 millions de francs CFA

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES ET
AUX OPERATIONS DE TRESORERIE

A- DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

Article 3 : Sous réserve des dispositions de la présente loi, les dispositions législatives et réglementaires relatives aux charges de l'Etat demeurent en vigueur.

Article 4 : Le montant des crédits ouverts au budget général de l'Etat remanié pour la gestion 2007 est fixé à huit cent douze mille cinq cent soixante et un (812 561) millions de francs CFA se décomposant comme suit :

- dépenses ordinaires 487 614 millions de francs CFA
- dépenses en capital 286 859 millions de francs CFA
- dépenses du budget annexe 27 901 millions de francs CFA
- dépenses des autres budgets 10 187 millions de francs CFA

B- DISPOSITIONS RELATIVES AUX OPERATIONS DE TRESORERIE

Article 5 : Les charges nettes de la présente loi portant loi de finances rectificative pour la gestion 2007 sont réévaluées à huit cent soixante treize mille trois cent quatre vingt quatre (873 384) millions de francs CFA se décomposant comme ci-après :

- crédits ouverts au budget général de l'Etat remanié
gestion 2007 812 561 millions de francs CFA
- dont variation nette des arriérés*** ***35 774 millions de francs CFA***
- comptes spéciaux du Trésor 60 823 millions de francs CFA

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE
DES RESSOURCES ET DES CHARGES

Article 6-a : La loi portant loi de finances rectificative pour la gestion 2007 dégage, par rapport aux ressources intérieures, un besoin de financement de trois cent seize mille sept cent seize (316 716) millions de francs CFA déterminé ainsi qu'il suit :

TABLEAU D'EQUILIBRE GENERAL DE LA LOI DE FINANCES GESTION 2007 REVISEE

OPERATIONS	RESSOURCES		CHARGES		SOLDE	
	2007	2007 Rév	2007	2007 Rév	2007	2007 Rev
A-OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF	468308	518432	673724	836890	-205416	-318458-
I-BUDGET GENERAL DE L'ETAT	465108	495108	657319	776787	-192211	-281679
1-BUDGET DES INSTITUTIONS ET MINISTERES	441473	441473	619821	738699	-178348	-267226
a- Recettes des Régies	440700	470700			440700	470700
b-BIAC	773	773			773	773
c-Dépenses ordinaires hors arriérés			390962	451840	-390.962	-451840
d-Dépenses en capital			228859	286859	-228859	-286859
2- Budget annexe	15.009	15.009	27311	27901	-12302	-12892
- Fonds national des retraites du Bénin	15.009	15.009	27311	27901	-12302	-12892
3- Autres Budgets	8626	8626	10.187	10.187	-1561	-1561
a- Caisse autonome d'amortissement	6.000	6.000	1.386	1.386	4614	4614
b- Fonds routier	2626	2626	8.801	8.801	-6.175	-6175
II-VARIATION NETTE DES ARRIERES			12.200	35774	-12.200	-35774
III- COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE	3200	23324	4205	24329	-1.005	-1.005
- Compte SYDONIA			1.005	1.005	-1.005	-1.005
- Compte maintien de la paix	3200	23324	3200	23324	0	0
B- OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE	44236	38236	42494	36494	1742	1742
I- COMPTE DE PRET	36	36	1720	1720	-1684	-1684
II- COMPTE D'AVANCE	44200	38200	40774	34774	3426	3426
SOUS-TOTAL	512544	556668	716218	873384		
C-BESOIN DE FINANCEMENT DE LA LOI DE FINANCES					-203674	-316716
D-RESSOURCES INTERIEURES	0	88423				
RESSOURCES EXCEPTIONNELLES DE TRESORERIE	0	88423				
E-RESSOURCES EXTERIEURES (FINANCEMENT)	203674	228293				
I-DONS PROJETS	67333	67333				
II-PRETS PROJETS	58400	58400				
III- ALLEGEMENTS DE LA DETTE	22.000	22.000				
IV- AIDES BUDGETAIRES	55941	80560				
TOTAL GENERAL	716218	873384	716218	873384	0	0

Article 6-b : Le besoin en financement dégagé par la présente loi de finances rectificative sera couvert par :

- l'utilisation des ressources exceptionnelles de trésorerie pour un montant net de quatre vingt huit mille quatre cent vingt trois (88 423) millions de francs CFA ;

- l'utilisation des ressources extérieures mobilisées à concurrence de deux cent vingt huit mille deux cent quatre vingt treize (228 293) millions de francs CFA se décomposant comme suit :

- * dons projets : 67 333 millions de francs CFA ;
- * prêts projets : 58 400 millions de francs CFA ;
- * allègement de la dette : 22 000 millions de francs CFA ;
- * aides budgétaires : 80 560 millions de francs CFA.

DEUXIEME PARTIE

MOYENS DES SERVICES

I- BUDGET GENERAL

Article 7 : Les crédits ouverts au budget général de l'Etat remanié pour la gestion 2007 sont arrêtés à huit cent douze mille cinq cent soixante et un (812 561) millions de francs CFA.

Ces crédits sont repartis par institution de l'Etat et par ministère conformément aux tableaux en annexe.

Article 8 : Les crédits remaniés ouverts aux budgets des institutions de l'Etat et ministères au titre des dépenses ordinaires se chiffrent à quatre cent quatre vingt sept mille six cent quatorze (487 614) millions de francs CFA et sont répartis comme suit :

- * dette publique : 42 131 millions de francs CFA ;
- * dépenses de personnel : 173 048 millions de francs CFA ;
- * dépenses de fonctionnement : 121 940 millions de francs CFA ;
- * dépenses de transfert : 150 495 millions de francs CFA.

II - BUDGET ANNEXE

Article 9 : Le montant des crédits remaniés ouverts au fonds national des retraites du Bénin (FNRB) pour la gestion 2007 est fixé à vingt sept mille neuf cent un (27 901) millions de francs.

III - AUTRES BUDGETS

Article 10 : Les crédits ouverts aux autres budgets pour la gestion 2007 sont chiffrés à dix mille cent quatre vingt sept (10 187) millions de francs et décomposés comme suit :

- Caisse Autonome d'Amortissement (CAA)..... 1 386 millions de francs (dépenses de fonctionnement) ;
- Fonds Routier 8 801 millions de francs (non compris la subvention de 900 millions de francs du budget).

TROISIEME PARTIE

DISPOSITIONS FINALES

Article 11 : Sont et demeurent abrogées, toutes dispositions antérieures contraires à celles de la présente loi.

Article 12 : La présente loi de finances rectificative sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Cotonou, le 07 septembre 2007,

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,

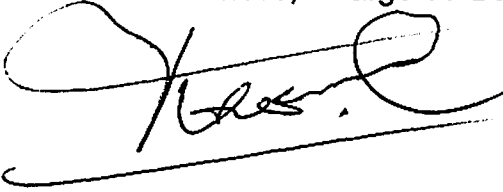

Dr Boni Y A Y I

Le Ministre d'État Chargé de l'Économie, de la
Prospective, du Développement et de
l'Évaluation de l'Action Publique,

Pascal Irénée KOUPAKI

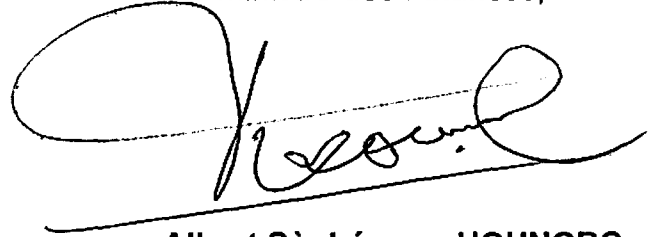


Le Ministre Délégué auprès du Ministre
des Finances, Chargé du Budget,



Albert Sègbégnon HOUNGBO

Le Ministre des Finances,



Albert Sègbégnon HOUNGBO
Ministre intérimaire

AMPLIATIONS : PR 6 AN 4 CC 2 CS 2 CES 2 HAAC 2 HCJ 2 MDEF 4 MDCB/MDEF 4
AUTRES MINISTERES 21 DGBM-DCF- DGTCP- DGID- DGDDI 5 BN-DAN-DLC 3 GCONB-
DGCST-INSAE-IGE 4 BCP-CSN -IGAA 3 UAC-ENAM-FADESP 3 UNIPAR-FDSP 02 JO 1.

0



A N N E X E S

BUDGET GENERAL DE L'ETAT ROMANIE, GESTION 2007

1-DEPENSES REPARTIES

4 - 2007

(En Milliers de Francs)

SPECIFICATIONS	INSTITUTIONS DE L'ETAT ET MINISTRES	DEPENSES DE PERSONNEL	ACHATS DE BIENS ET SERVICES	DEPENSES DE TRANSFERT	ACQUISITIONS ET GROSSES REPARATIONS	DEPENSES EN CAPITAL		TOTAL PAR SECTION
						FINANCEMENT INTERIEUR	FINANCEMENT EXTERIEUR	
29	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	1 301 154	3 173 458	1 184 142	1 018 139	7 607 143		14 284 036
10	ASSEMBLEE NATIONALE	4 025 600	2 363 152	139 000	608 875			7 136 627
11	COUR CONSTITUTIONNELLE	416 071	263 949	2 466	43 502	16 900		742 888
12	COUR SUPREME	1 292 915	469 376	291 426	30 414	1 060 577		3 144 710
13	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	643 816	308 032	4 275	39 330	43 700		1 039 153
14	HAUTE AUTORITE DE L'AUDIO-VISUEL ET DE LA COMMUNICATION	485 347	482 544		72 000	222 921		1 262 812
15	HAUTE COUR DE JUSTICE	238 137	228 771	1 368	34 676	29 500		532 452
22	M. C. D. H.	19 543 237	4 153 356	401 256	3 171 982	5 390 711		32 660 542
25	M. F.	1 170 841	530 410	772 712	4 938 913	7 026 342	484 500	14 923 718
26	M. J. L. D. H.	1 951 335	2 466 284	577 292	89 316	1 754 660	585 400	7 424 287
28	M. C. R. I.	58 056	312 030	222 148	81 356	308 634	357 300	1 339 524
32	M. D. C. C. T. I. C. / P. R.	267 775	409 583	1 098 030	44 085	2 820 158	0	4 639 631
33	M. I. C.	566 919	606 121	536 559	147 386	6 844 172	3 161 400	11 862 557
36	M. S.	5 418 109	10 446 203	14 320 536	294 972	16 045 551	15 649 800	62 175 171
37	M. M. E. E.	603 465	863 491	959 252	218 060	15 120 725	21 293 800	39 058 793
38	M. C. A. I.	495 743	453 226	1 731 670	131 952	2 560 068	0	5 372 659
39	M. A. E. P.	4 405 427	2 182 847	2 295 700	374 591	13 591 000	14 112 000	36 961 565
40	M. J. S. L.	409 485	590 709	1 152 602	92 862	6 770 000	0	9 015 658
41	M. F. E.	742 851	664 191	1 798 427	223 822	631 354	35 000	4 095 645
44	M. E. S. R. S.	6 098 999	2 351 486	11 048 140	242 110	2 045 744	2 771 000	24 557 479
48	M. D. C. B. / M. F.	3 936 617	1 842 103	1 026 914	66 119	4 570 509	0	11 444 262
49	M. M. P. M. E. E. J. F.	146 730	461 501	16 651 488	66 119	1 715 750	1 634 000	20 675 588
51	M. D. C. T. I. P. / P. R.	1 070 563	833 355	3 173 633	894 773	24 946 933	34 531 400	65 450 657
52	M. T. E. P.	875 532	993 094	1 607 374	559 199	353 282	0	4 388 481
53	M. R. A. I.	101 472	327 438	127 550	123 800	152 820	71 600	904 680
55	M. E. P. H.	775 174	460 705	976 334	41 962	3 319 000	9 575 000	15 148 235
59	M. U. H. R. I. L. E. C.	185 909	738 843	578 060	100 000	13 310 416	7 689 000	22 602 228
60	M. I. S. P.	4 950 387	2 524 957	906 500	2 199 194	599 959	0	11 180 997
61	M. D. G. C. A. A. T.	678 428	433 317	7 995 500	98 849	322 000	2 073 400	11 771 494
62	M. E. P. A. L. N.	37 769 703	7 979 834	15 405 035	1 927 429	10 811 303	2 708 200	76 601 504
63	M. E. S. F. I. P.	14 847 429	4 414 319	5 683 040	555 878	3 929 547	1 009 000	30 439 213
64	M. A. E. I. A. F. B. E.	7 896 584	3 610 093	152 193	565 943	1 858 911	1 772 700	15 856 424
65	M. C. I. P. D. E. A. P.	686 648	986 667	725 139	200 000	4 572 000	6 218 100	13 388 554
	TOTAL	124 258 458	58 895 447	93 545 821	19 297 600	160 352 290	125 732 600	582 082 224

2 - DEPENSES NON REPARTIES
(En Milliers de Francs)

SEC-TIONS	DESIGNATION	DEPENSES DE PERSONNEL	ACHATS DE BIENS ET SERVICES	DEPENSES DE TRANSFERT	ACQUISITIONS ET GROSSES REPARATIONS	DEPENSES EN CAPITAL		TOTAL PAR SECTION
						FINANCEMENT INTERIEUR	FINANCEMENT EXTERIEUR	
	DETTE PUBLIQUE	-	-	-		-		42 131 000
	DEPENSES COMMUNES	22 825 145	5 191 571	252 000		-		28 268 716
	DEPENSES DIVERSES	100 000	25 095 833	790 000		-		30 585 833
	DEP. D'INTERVENTIONS PUBLIQUES			54 857 226		-		54 857 226
	DEP. SUR EXERCICES ANTERIEURS	26 000 000	8 723 912	1 050 000		-		35 773 912
	TOTAL	48 925 145	43 611 316	56 949 226	0	0	0	191 616 687

B - BUDGET ANNEXE REMANIE GESTION 2007
(En Milliers de Francs)

SEC-TIONS	DESIGNATION	DEPENSES DE PERSONNEL	ACHATS DE BIENS ET SERVICES	DEPENSES DE TRANSFERT	ACQUISITIONS ET GROSSES REPARATIONS	DEPENSES EN CAPITAL		TOTAL PAR SECTION
						FINANCEMENT INTERIEUR	FINANCEMENT EXTERIEUR	
	FONDS NAT. RETRAITES DU BENIN	193 660	753 657	26 700 000	253 683			27 901 000
	TOTAL	193 660	753 657	26 700 000	253 683	0	0	27 901 000

C - AUTRES BUDGETS REMANIES GESTION 2007
(En Milliers de Francs)

SEC-TIONS	DESIGNATION	DEPENSES DE PERSONNEL	ACHATS DE BIENS ET SERVICES	DEPENSES DE TRANSFERT	ACQUISITIONS ET GROSSES REPARATIONS	DEPENSES EN CAPITAL		TOTAL PAR SECTION
						FINANCEMENT INTERIEUR	FINANCEMENT EXTERIEUR	
	RETRAITES			1 306 000				1 306 000
	RETRAITES			6 801 000				6 801 000

D - COLLECTIVITES LOCALES-AUTOFINANCEMENT GESTION 2007
(En Milliers de Francs)

SEC-TIONS	DESIGNATION	DEPENSES DE PERSONNEL	ACHATS DE BIENS ET SERVICES	DEPENSES DE TRANSFERT	ACQUISITIONS ET GROSSES REPARATIONS	DEPENSES EN CAPITAL		TOTAL PAR SECTION
						FINANCEMENT INTERIEUR	FINANCEMENT EXTERIEUR	
	COLLECTIVITES LOCALES & AUTOFINANCEMENT							773 000

NB: Sur le BESA du MF est inscrit le reliquat de 300 000